



« Choyés », le mot qui fâche les profs

PAR CHRISTEL BRIGAUDEAU

IL VOULAIT rendre hommage à « ce grand service public de l'Education nationale », « notre bien le plus précieux ». Sur sa lancée, le Premier ministre, Jean Castex, qui répondait aux questions au gouvernement mardi à l'Assemblée, a poursuivi : « l'Education nationale, cette majorité l'a particulièrement choyée. Et nous allons continuer de le faire ! » Patatras.

Moins d'une semaine après l'assassinat de Samuel Paty, et alors que la profession est minée par une crise de confiance profonde, le verbe est tombé comme du sel sur une plaie ouverte. « Choyée ? Il voulait dire broyée ? » s'étrangle une enseignante, sur Twitter.

Et sous le mot-clé #JeSuischoyé se déroule depuis mardi la litanie des « cadeaux » que les enseignants estiment avoir reçus du gouvernement. Pêle-mêle : des salaires dépréciés, des classes chargées au lycée, les réformes contestées du bac et de Parcoursup, la loi sur « l'école de la confiance », qui dans son article 1 intime un « devoir d'exemplarité » vécu comme une tentative de les museler. « J'ai eu des masques toxiques gratuitement pour me protéger au travail #JeSuisChoyée », ajoute cette professeure, en référence aux masques DIM,

que l'Etat conseille désormais de ne plus porter en l'attente d'expertises sur leur éventuelle dangerosité.

« Choyé, ce n'est vraiment pas la réalité vécue par les enseignants », résume Benoît Teste, le porte-parole de la principale centrale syndicale enseignante, la FSU, pointant « une forte déconnexion » entre le pouvoir et les salles de classe, que le concert d'hommages récents n'a pas suffi à combler. « Il faut être honnête : si ces marques de soutien n'étaient pas là, on serait les premiers à le regretter. Mais elles ne suffi-

sent pas », relève Delphine Guichard, directrice d'école dans le centre de la France.

« Malhonnête »

Amélie Hart-Hutasse, professeure d'histoire géographie, juge « malhonnête » le discours d'un gouvernement qui « n'en a rien à faire des conditions dans lesquelles on travaille. Organiser des débats sereins avec des ados pleins de préjugés, à 35 par classe, il faudra m'expliquer comment c'est possible ».

De même, les appels répétés du ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, invitant les professeurs à signaler leurs difficultés, ont bien du mal à passer le mur de la défiance. « Le discours dominant de notre hiérarchie en cas de conflits avec des parents, est de dire qu'on est un service public et qu'in fine il faut faire en sorte que les usagers soient contents », affirme Clément Peyrotte, enseignant et porte-parole du syndicat SE-Unsa dans le Val-de-Marne.

Aujourd'hui, au Conseil économique et social, s'ouvre le Grenelle de l'éducation, décidé de longue date mais que l'attentat de vendredi vient teinter d'une urgence toute particulière. Le chantier est énorme : il y sera question d'agenda social et de revalorisation des salaires mais aussi d'une redéfinition complète de l'école du XXI^e siècle.



Le Premier ministre, Jean Castex, a rendu mardi un hommage maladroit à l'Education nationale.

EUUTERS